

ANNEXE II

REQUÊTE EN OBTENTION DE BREVET AVEC PRIORITÉ

Le (Les) soussigné(s) (1)

agissant (en son (leur) nom
(au nom de (2)

déclare(nt) par la présente qu'une (que des) demande(s) de brevet pour une (des) invention(s) a (ont) été déposée(s) dans le(les) pays et à la (aux) dates indiquée(s) ci-après :

à le
par
à le
par
à le
par

et que cette (chacune de ces) demande(s) était la première déposée dans un pays adhérent à la Convention.

..... déclare(nt) être l'(les) ayant-cause de.....
les représentants personnels de
en vertu de (3)

.....demande(nt) qu'un brevet soit délivré avec priorité à la date de la (des) demande(s) sus-indiquée(s) déposée(s) dans un (des) pays adhérent(s) à la Convention, pour l'invention faisant l'objet de la description (et des dessins) ci-joint et intitulée.....

.....demande(nt) que le brevet soit délivré au titre de (4)

.....
au brevet (5) (n°.....
(6) (requête n°..... en date.....

Le..... 19

A ces diverses fins, il (ils) annexe(nt) à la présente les pièces suivantes :

N.B. Biffer les mentions inutiles.

Instructions

- (1) Inscrire les indications suivantes :
(a) si la requête est introduite sans l'intervention d'un mandataire, nom, prénoms, nationalité et adresse complète (personne physique), nom social et siège social (personne morale);
(b) si la requête est introduite par un mandataire, nom, prénoms et adresse complète. Note: Les mandataires ne peuvent pas introduire une requête dans certains pays.
(2) dans le cas prévu sub. 1-b, inscrire les indications demandées sub. 1-a.
(3) Inscrire, s'il y a lieu, les indications relatives à l'acte de cession ou de transmission.
(4) Espèce du titre sollicité (brevet principal, brevet d'importation, brevet de perfectionnement, brevet additionnel ou certificat d'addition).
(5) S'il y a lieu, par exemple dans le cas d'une demande divisionnaire, numéro du brevet de référence, ou, si celui-ci n'est pas encore délivré, numéro et date de la demande.
(6) Inscrire, s'il y a lieu, les autres indications exigées, telles que celles relatives à la désignation d'un mandataire dans le pays où la requête est déposée, ou, s'il n'y a pas de mandataire, l'indication d'une adresse de service dans ce pays.